

#BankTheYouth Fiche d'information sur l'inclusion financière des jeunes

BURKINA FASO



Définition du terme "jeune" (au niveau national)

La politique nationale en faveur des jeunes (2008) du Burkina Faso définit les "jeunes" comme les personnes de

15 À 35 ANS.

Population des jeunes de 15 à 24 ans (%)

20,0

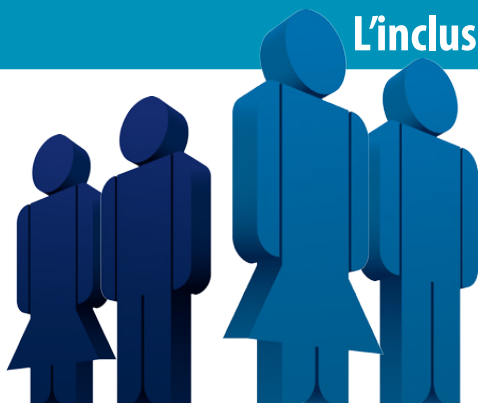
Source: Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population, *World Population Prospects: The 2012 Revision* (New York, 2013).

Indice de développement des jeunes

0,464

Source: Commonwealth, "2016 Global Youth Development Index" Disponible en anglais à l'adresse suivante: <http://www.youthdevelopmentindex.org/>

L'inclusion financière en chiffres (%)



Jeunes adultes
de 15 à 24 ans

Adultes
plus de 25 ans

Titulaires d'un compte* **6,7** **17,1**

Emprunt auprès d'une institution financière **3,1** **6,1**

Épargne auprès d'une institution financière **4,0** **11,2**

Titulaires d'un compte mobile **2,7** **3,3**

Source: Banque mondiale, "The Global Findex Database 2014". Disponible en anglais à l'adresse: http://www.worldbank.org/en/programs/globalfindex**

Politique et législation

Âge minimum requis pour l'ouverture et la gestion indépendante d'un compte épargne

ÂGE DE
18

Existence d'une stratégie nationale d'éducation financière

NON



Signataire de la Déclaration Maya***

OUI



Un jeune n'est autorisé à ouvrir un compte épargne et à le gérer de façon indépendante qu'à partir de l'âge de 18 ans. Les jeunes n'ayant pas atteint l'âge minimum ne peuvent ouvrir un compte et en retirer de l'argent que sous la supervision d'un parent ou d'un tuteur légal. Les restrictions d'âge exigent de s'identifier (notamment au moyen d'un acte de naissance ou d'un justificatif de domicile), ce qui complique l'opération, étant donné qu'il est souvent difficile pour les jeunes de se procurer ces documents. **Un jeune peut ouvrir un compte mobile pour ses économies dès l'âge de 15 ans**, moyennant une procédure d'identification minimale. À l'échelle régionale (c'est-à-dire pour les pays de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)), **la réglementation ne permet pas officiellement le recours à des agents bancaires**, qui pourrait être un moyen déterminant d'accès à des services financiers dans les écoles ou les universités, ainsi que dans les zones rurales. Cependant, la BCEAO pilote un modèle économique de ce type dans certains pays membres.

Actuellement, **aucune politique prévue spécialement à cet effet ne régit l'inclusion ou l'éducation financière dans le pays**. Cependant, la BCEAO a élaboré une stratégie d'inclusion financière à l'échelle régionale pour tous les pays membres en 2016, en donnant la priorité aux populations vulnérables, notamment les jeunes, et en prévoyant une éducation financière.

La BCEAO a démontré son engagement pour des finances plus responsables en adhérant à l'**Alliance pour l'inclusion financière (AFI)** et en **approuvant la Déclaration de Maya**. Le Gouvernement burkinabé (c'est-à-dire le Ministère de l'économie et des finances) est aussi un des principaux membres de l'AFI. Cependant, **le Gouvernement n'est pas membre de l'Alliance « Better Than Cash »**, ce qui laisse beaucoup d'espace pour renforcer les efforts de numérisation de l'économie dans le but de promouvoir l'inclusion financière et de développer des voies d'accès adaptées aux jeunes.

*Compte dans une institution financière: indique le pourcentage de personnes interrogées ayant affirmé être titulaires d'un compte (en leur nom propre ou bien avec quelqu'un d'autre) dans une banque ou un autre type d'institution financière. Pour les données de 2014, ce chiffre peut également inclure un compte mobile. **La base de données Global Findex ne classe pas spécifiquement les données relatives aux jeunes selon leur sexe. Cependant, selon les informations disponibles, les personnes de sexe féminin (de plus de 15 ans) sont plus victimes d'exclusion financière que celles de sexe masculin (de plus de 15 ans): respectivement 11,8% et 16,1% des personnes interrogées ont indiqué être titulaires d'un compte. Il est donc postulé que les jeunes femmes sont plus vulnérables que les jeunes hommes d'un point de vue financier. ***La Déclaration Maya est une initiative dont l'objectif est de libérer le potentiel économique et social de la population non-banquarisée par une plus grande inclusion financière. Elle représente la première plate-forme d'engagement public au monde qui permet aux institutions membres de l'AFI, de fixer des objectifs clairs en matière d'inclusion financière, de mettre en œuvre des changements de politique dans le pays et de faire régulièrement le bilan des progrès accompli. Un engagement public à la Déclaration Maya montre son implication dans la promotion de l'inclusion financière.

Avril 2017. Droits d'auteur © UNCDF. Tous droits réservés.

Les points de vue exprimés dans cette publication sont uniquement ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux des Nations Unies (y compris de l'UNCDF) ou de leurs États Membres.